

**juillet-août 2011 - prix de soutien 20, 30, 50 centimes**

**L**ogement social, Éducation nationale, Hôpitaux publics... des pans entiers de nos acquis sociaux sont attaqués, remis en cause au prétexte qu'il faudrait « réduire les déficits publics ».

Qu'ils se prononcent pour que cette « nécessaire réduction » soit immédiate ou "graduelle", tous les partis liés aux institutions européennes (qui multiplient candidats et déclarations à l'approche des élections) veulent que les travailleurs et les peuples paient... pour les banquiers et les spéculateurs (80 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises du CAC40 en 2010 !).

Hier, tous ont affirmé qu'il n'y avait rien de plus important que "*rassurer les marchés et préserver la note AAA du pays*"... pour remettre en cause nos retraites. Les travailleurs espagnols, grecs, portugais, ont eu droit au même refrain... En France, le montant des seuls intérêts de la dette payés depuis 30 ans, est déjà l'équivalent de la dette elle-même ! Les marchés en réclament toujours plus. Tous ceux qui se plient aux exigences du capitalisme et de Maastricht veulent les satisfaire, sur notre dos.

L'argument du « nécessaire désendettement » est également utilisé pour remettre en cause les services publics et les droits dans notre département et notre commune : augmentations de loyers (et surloyer dit de « solidarité »), suppression « socialiste » des subventions aux cartes de transports, suppression « socialiste » de la fourniture des ordinateurs pour les élèves de 6<sup>e</sup>, la suppression du Zebrook, augmentations d'impôts, délégation au privé du service de l'eau, de la construction de collèges publics... tout cela est mis en œuvre au nom de la « réduction de la dette » du département ou de celle de la commune.

**M**ais qu'en est-il de la situation des agents publics, confrontés aux diminutions d'effectifs et de budgets, qui ne peuvent plus faire leur travail dans de bonnes conditions et n'en peuvent plus des

méthodes brutales de « management » ? Qu'en est-il de la situation des familles et des jeunes, qui ne peuvent trouver de logement à loyer modéré, pour vivre, tout simplement ?

**V**ous lirez dans ce bulletin quelques éléments — non exhaustifs ! — de la résistance de la population et des travailleurs, avec leurs syndicats, contre cette politique de démantèlement.

Le Parti ouvrier indépendant, qui n'a pas d'intérêts distinct de ceux de l'immense majorité, livre ces informations pour permettre à chacun de juger, de s'armer pour combattre.

C'est dans ce but que les adhérents du comité de Pantin du POI ont informé la population et les salariés de la menace que représente le projet de réforme du gouvernement (visant à inscrire dans la Constitution l'interdiction des déficits publics) : 380 signatures ont ainsi été réalisées (48 000 dans toute la France), d'habitants, de travailleurs, de jeunes, qui n'acceptent pas que l'avenir de l'immense majorité soit sacrifié au bénéfice d'une poignée d'exploiteurs et de spéculateurs. A tous, nous proposons de nous regrouper, de discuter pour décider des actions que nous pouvons mener, en défense de nos droits, en défense de l'avenir de nos enfants.

Pour aider au regroupement des militants et des organisations qui, dans toute l'Europe, n'acceptent pas cette destruction généralisée, le POI organise un meeting internationaliste, le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

**Prenez votre bon de participation !**

**LES MÉDIAS N'EN PARLENT PAS.  
ALORS, LISEZ-LE DANS  
INFORMATIONS OUVRIÈRES**



**CHAQUE SEMAINE,  
INFORMEZ-VOUS POUR COMBATTRE**

**pour tout contact : [www.poi-pantin.fr](http://www.poi-pantin.fr)**

**16000 suppressions de postes d'enseignants à la rentrée,  
licenciements de personnels précaires :  
la réduction des déficits publics se fait au quotidien contre la population et la jeunesse.**

Témoignage d'un enseignant dans un collège de Pantin. Dans mon collège nous perdons 63,5 heures de cours à la rentrée de septembre : deux classes de 6° seront supprimées, les troisièmes seront surchargées...

La direction refuse de renouveler le contrat d'une surveillante (assistante d'éducation) : après avoir été utilisée à de nombreuses et diverses tâches au collège, avec l'angoisse de la fin de contrat chaque année, à 50 ans, elle est jetée au chômage. Elle ne serait plus en « adéquation » avec le « projet vie scolaire ».

Avec l'autonomie renforcée des établissements, ce sont les méthodes et le langage du privé, des DRH que l'administration utilise pour casser les travailleurs. Face à la mobilisation des collègues la direction refuse de s'expliquer et de revenir sur sa décision : c'est « le fait du prince », en application du véritable plan social qui frappe de nombreux AED comme elle.

Lors des derniers conseils de classe, la direction, en application des suppressions d'heures, refuse

aux élèves de 3° en difficulté le droit de redoubler au collège faute de place. Il devront aller voir ailleurs mais que deviendront-ils si tous les établissements font la même chose ?

Et faute de place, la direction a également fait passer des élèves en difficulté malgré l'avis du conseil de classe. On a même vu la direction écrire sur des bulletins « *admis en classe supérieure ; un redoublement serait inutile* » !

Pour un enseignant, traiter ainsi son travail et ses élèves, c'est révoltant : c'est la jeunesse qu'on abandonne à la précarité et au chômage.

Tout cela est enrobé d'un verbiage pédagogique sur l'utilité ou non d'un redoublement sur des dispositifs individualisés : mais qui crée « l'échec scolaire » si ce n'est cette politique de destruction de l'école et de la jeunesse ?

La vérité, c'est un recteur qui l'a lâchée à une délégation d'enseignants et de parents venus réclamer le maintien des heures et des postes : **un redoublement c'est trop cher !**

---

**Nous avons reçu un communiqué de la FCPE des 4 chemins, dont nous reproduisons de large extraits.**

Les éléments fournis par les Parents d'élèves sont illustratifs de toute la politique municipale soumise au remboursement des banques. Comment comprendre, comme le font remarquer les parents d'élèves, que la création de logements ne soit pas systématiquement accompagnée de la création d'équipements publics correspondants !?!

*« la FCPE interroge inlassablement la ville de Pantin sur la création d'une troisième école maternelle sur le secteur des 4 chemins. Aujourd'hui, 650 élèves sont répartis sur les deux écoles maternelles du secteur des 4 chemins (Diderot et Jean Lolive); ces écoles maternelles étant initialement prévues pour accueillir 350 élèves ! Sur la création des écoles, le maire a affirmé une « VOLONTE POLITIQUE », puis un « PROJET NON DEFINI ». Aujourd'hui, c'est le SILENCE. Cela fait 2 mois que la FCPE attend une réponse écrite aux questions précises transmises dans un courrier du 7 avril 2011.*

*Lors de la réunion de l'écoquartier du 24 mai 2011, la FCPE a constaté que rien n'était prévu pour les écoles des 4 Chemins, pourtant très concernées, la mairie voulant créer plus de 1000 logements. Interrogé, Monsieur le maire a parlé de la création d'une école maternelle accolée à l'élémentaire Joséphine Baker, puis de la création d'une école élémentaire à Diderot.*

*Le 10 juin 2011, lors du rendez-vous : "Bonjour Monsieur le maire !" ... c'était l'inverse ! L'élémentaire Diderot avant la maternelle à Baker. Pour quand ? Pas avant 2015, 2016...! Compte tenu des logements prévus rue Gabrielle Jossierand dès la rentrée 2011 et de ceux prévus dans la même rue (projet Bouygues), soit 265 logements, de l'obligation d'engager les constructions de l'écoquartier dès 2013, le "projet" de la mairie concernant les écoles, la qualité d'accueil et de la scolarité des enfants de notre quartier est, au mieux, très en retard et, au pire, inadapté. C'est en retard car il faut s'attendre à une augmentation des enfants à scolariser dans les élémentaires Jean Lolive et Édouard Vaillant, alors même que les locaux de l'élémentaire servent à accueillir les grandes sections de la maternelle Jean Lolive ! C'est inadapté, car du fait de la sectorisation, une maternelle rue Denis Papin ne pourrait pas accueillir les enfants de la rue Jossierand ! » (...)*

Les parents d'élèves des 4 Chemins demandent à ville d'inscrire la troisième école comme priorité au budget municipal 2012.

---

## Témoignage d'une salariée de l'ARS d'Île de France (Agence Régionale de Santé).

Tous les partis accrochés aux institutions s'accordent pour dire qu'il faut maîtriser les dépenses et qu'il faut réduire les déficits publics, notamment ceux des hôpitaux. Mais ces déficits sont créés par les exonérations fiscales et sociales.

Le déficit des hôpitaux a été créé par toutes les réformes qui existent depuis une trentaine d'années (tous gouvernements confondus), à commencer par la réforme de la dotation globale (1983) qui fonctionnait avec un objectif de dépenses à ne pas dépasser.(...)

Les hôpitaux subissent aussi déjà depuis des années des coupes sombres dans leur budget (« économies Assurance maladie », « constitution de marges régionales »).

Ces coupes correspondent à des ponctions définitives opérées sur leur base budgétaire pour constituer des enveloppes régionales. **En gros, ce sont les hôpitaux qui financent eux-mêmes les nouvelles mesures.** C'est comme si un salarié perdait définitivement 200 € sur son salaire de 1 200 € parce que le patron aura décidé qu'à partir de ce moment, la différence de 200 € serait versée en primes non pérennes au regard d'indicateurs d'activité.

**Les établissements de santé publics deviennent de plus en plus vétustes...**

**... et doivent financer eux-mêmes le renouvellement des équipements.**

Il doivent réaliser des économies sur les dépenses de fonctionnement, afin de générer une capacité d'autofinancement destinée à l'investissement. Mais comme cela ne suffit pas, ils puisent sur leurs fonds propres ou s'endettent... auprès des banques, pour financer la construction d'un immeuble, la mise aux normes de sécurité ou bien encore les équipements de l'imagerie ou de radiothérapie.

Ils ne sont pas plus aidés par les crédits Hôpital 2007 ou Hôpital 2012, qui ne sont pas des subventions mais des compensations aux frais financiers des emprunts. **Ainsi, la Sécurité sociale finance les frais financiers imposés par les banques aux hôpitaux !**

La mise en œuvre de l'ARS (Agence Régionale de Santé créée par la loi Bachelot), dirigée en Ile de France par le socialiste Evin, n'a d'autre sens que d'imposer encore et toujours plus d'économies aux hôpitaux, en fermant des services entiers !

**La reconquête de notre droit aux soins — qui est une question de civilisation — implique l'abrogation de la loi Bachelot, le réengagement financier massif de l'État dans le domaine de la santé, la réouverture de tous les services supprimés.**

---

Alors que 1000 travailleurs supplémentaires dans notre département ont perdu leur emploi entre avril et mai 2011 (soit 119 430 sans emplois dont 80 049 de catégorie A), l'État poursuit sa politique de dislocation de Pôle Emploi. Sur l'année (de mai à mai) le département connaît une hausse de 4,2% contre 1,1% sur l'ensemble de la région.

**P**ôle Emploi : « Faire mieux avec moins » ? C'est la déclaration qu'avait faite à la presse Christian Charpy (1) début 2011, après avoir annoncé que 1800 postes seraient supprimés nationalement. La diminution de 23 millions d'euros de la dotation d'État (2) prend à la gorge les personnels qui ne savent plus où donner de la tête pour accomplir leurs missions au service des chômeurs, à savoir les accompagner dans leur recherche d'emploi et verser leurs allocations. Restriction budgétaire : **au nom de la RGPP (Pôle Emploi est un établissement public) et des sacro-saintes réductions des déficits publics, exigées par l'Union Européenne et le FMI, tout doit y passer pour faire des économies : suppressions de postes, personnels non formés, absence de formation, dégradation des conditions de travail et d'accueil des chômeurs.**

A Pantin, la nouvelle agence dans laquelle seront réunis les personnels de l'ex ANPE et de l'ex Assedic doit ouvrir d'ici quelques jours. 54 agents (43 équivalents temps plein) vont rejoindre les locaux avenue Jean Lolive. Autrefois antenne Assedic, il y avait une salle d'accueil spacieuse et des bureaux pour 24 agents (1240 mètres carrés). Après travaux, 1215 mètres carrés (deux salles sont réquisitionnées pour les formations internes) pour 54 agents et autant, sinon plus, de demandeurs d'emploi à recevoir chaque jour.

Au moment où le gouvernement veut imposer aux agents de Pôle Emploi la remise en cause de leurs métiers et qualifications, pour les empêcher de faire leur travail au service des chômeurs, **la résistance s'organise : le 27 juin 2011, plus de 400 salariés de Pôle Emploi en Île de France étaient réunis en assemblée générale à l'appel de CGT – FO – SNU – FSU – SUD contre le dispositif « Entretien Inscription Diagnostic »,** qui remet en cause les métiers et les qualifications, les conditions de travail et les garanties statutaires et conventionnelles des personnels ; plusieurs salariés de Pôle Emploi de Pantin ont signé l'appel du POI contre la réforme constitutionnelle (interdisant tout déficit).

**Interdiction des déficits et maintien du service public de l'emploi sont incompatibles.**

1-Christian Charpy, directeur général de Pôle Emploi depuis sa création fin 2008, serait bientôt remplacé, selon la presse, par François Davy, directeur d'Adecco France. Tout un programme...

2-Pôle Emploi est financé au deux tiers par une participation de l'assurance chômage ; c'est à dire que c'est une « ponction » de 10% des cotisations chômage qui servent au financement de la politique de l'emploi du gouvernement. Autant dire, un hold-up légal...

## Ça se passe à Pantin ...

A Pantin, les agents et cadres subissent les mêmes pressions que dans les ministères ou dans les boîtes privées : pour la première fois depuis sa création, le service de la DRH a fait grève dans sa totalité contre des conditions de travail insupportables. Alors que le maire prétend réduire la masse salariale, les agents assistent à une démultiplication des échelons hiérarchiques. Le 27 juin, ce sont plus de 300 agents municipaux, représentant tous les services qui, avec leur syndicat CGT, ont manifesté devant la mairie pour défendre leurs 35 heures, pour protester contre des conditions de travail qui s'aggravent. Les agents de Pantin Habitat, avec leurs syndicats CGT, CFDT et CFTC étaient en grève le même jour pour protester contre la gestion désastreuse de leur établissement, et des relations de travail particulièrement dégradées.

Gérer une ville pour le compte de la population, ou pour le compte des banques en considérant le personnel comme une simple variable d'ajustement... il semblerait que le choix est fait ! Pour se défendre, notre maire et son parti dénoncent le désengagement financier de l'État. C'est un fait, et il est catastrophique. Mais ce désengagement ne date pas d'aujourd'hui. Tous les gouvernements successifs, depuis plus de 30 ans, dans un consensus à peine voilé n'ont cessé de diminuer les dépenses de l'État pour faire reporter les frais sur les collectivités territoriales.

**Prochaine réunion du  
comité local de Pantin du POI :  
Jeudi 8 septembre 2011  
à 19 h 30 salle André-Breton  
(25 rue du Pré Saint Gervais, métro Hoche)**

## ... et dans le 93

Il en va de même de la politique du Conseil Général, qui derrière des expressions gratuites (on passe d'un budget dit de « révolte » à un budget dit de « combat »), fait supporter à la population du département, déjà particulièrement touchée, sa politique de restriction budgétaire.

A grand renfort de communication (un budget en essor constant celui là !) le département annonce qu'il rénove plus de 80 collèges dans le département.

Dans le même temps, ce département « de gauche » choisit d'utiliser les PPP (partenariat Public-Privé) pour construire 21 collèges. Le coût de ces PPP, où la construction et la gestion des murs seront confiées aux gangs du BTP qui se partagent tous les marchés juteux (Bouygues and Co), reviendra à 380 millions d'euros, qui aboutiront à une dette de 700 millions d'euros à rembourser (le prix des constructions en PPP est environ le double d'une construction classique..

Quant à l'intercommunalité, le POI a dès le début dénoncé sa mise en place comme la clé de voûte du démantèlement généralisé des services publics (incompatibles avec toute notion de rentabilité) pour le meilleur profit des nouveaux maîtres des lieux, les BNP, Véolia, Bouygues and Co.

Logement : on nous annonce des milliers de logements à Pantin, on dresse "l'accession sociale à la propriété" comme le nec plus ultra, on construit avec des loyers inabornables pour les familles en place : le but est-il de chasser de Pantin les plus pauvres... pour le plus grand profit des banques ( qui financent les constructions)... et de la majorité municipale qui y voit son intérêt électoral ?

Notre prochain bulletin reviendra largement sur la question du logement à Pantin. Adressez-nous vos contributions, propositions, demandes...

- À SIGNER – À FAIRE SIGNER – À SIGNER – À FAIRE SIGNER – À SIGNER – À FAIRE SIGNER – À SIGNER –  
Pétition à l'initiative du *Comité départemental contre la dictature des déficits publics et des plans de l'Union européenne* : **PSA Aulnay ne doit pas disparaître !**

**PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI** *Pour le socialisme, la République et la démocratie*  
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

- ▶ Pour la rupture avec l'Union européenne
- ▶ Pour l'indépendance des organisations ouvrières
- ▶ A bas la dictature de la réduction des déficits publics !
- ▶ Union libre des peuples et des nations libres d'Europe !

**PARIS, SAMEDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2011, 14 H**  
**MEETING INTERNATIONALISTE**  
ESPACE CHARENTON, Porte de Charenton (Paris XII<sup>e</sup>)  
avec des militants ouvriers venus de Grèce, d'Irlande, d'Espagne, du Portugal, d'Allemagne, de Grande-Bretagne...

Apprentis, lycéens, étudiants : l'avenir de toute la jeunesse est menacé par la remise en cause du bac, des diplômes nationaux, mais aussi des statuts professionnels, des conventions collectives.

**Les jeunes ne doivent pas être de la « chair à patrons »**

Nous vous invitons à prendre connaissance du tract commun AJR-POI, et du bulletin du groupe de Pantin de l'Alliance des Jeunes révolutionnaires